



Création d'Entreprises en France : Guide Juridique Complet

Fiche pratique publié le 13/06/2023, vu 1321 fois, Auteur : [Blog de Le Bouard Avocats Versailles](#)

Découvrez toutes les étapes juridiques essentielles à suivre pour la création d'une entreprise en France, depuis le choix de la structure jusqu'aux obligations post-immatriculation.

La constitution d'une société en France est une étape cruciale pour toute personne souhaitant se lancer dans l'aventure entrepreneuriale. Que vous ayez une idée novatrice ou que vous envisagiez de développer une activité commerciale existante, la création d'une entreprise demande une attention particulière et le respect de certaines formalités légales. La procédure de constitution englobe un ensemble d'étapes et de démarches qui nécessitent une compréhension approfondie des lois et des réglementations en vigueur.

Lorsque vous envisagez de constituer une société en France, vous devez prendre en compte différents aspects juridiques et administratifs. Les choix stratégiques, tels que la forme juridique de votre entreprise, ont un impact direct sur la structure, la gouvernance et la fiscalité de votre société. SARL, SAS, SA... les options sont multiples, et chacune présente ses propres avantages et inconvénients. Pour vous assurer de faire le meilleur choix, il est recommandé de consulter un [avocat spécialisé en création d'entreprise](#), qui pourra vous guider et vous conseiller en fonction de vos besoins spécifiques.

La création d'une entreprise ne se limite pas à la simple rédaction des statuts et à leur enregistrement. Il faut également prendre en compte les formalités d'immatriculation, la protection de la propriété intellectuelle, les obligations comptables et fiscales, ainsi que les aspects liés à l'embauche de salariés. Tout au long du processus, un avocat expérimenté en création de société peut vous accompagner pour éviter les erreurs coûteuses et garantir la conformité avec la législation en vigueur.

Dans cet article, nous vous guiderons à travers les différentes étapes et formalités pour constituer une société en France. De la préparation des documents à la recherche d'un avocat compétent pour la création de votre entreprise, nous vous fournirons les informations nécessaires pour que votre projet entrepreneuriale se déroule de manière fluide et conforme à la réglementation.

I. Choix de la structure juridique adaptée à votre projet d'entreprise:

-

Présentation des différentes formes juridiques en France

La France propose plusieurs formes juridiques d'entreprises. Le Code de Commerce offre une diversité de structures adaptées aux spécificités de chaque projet entrepreneurial. Les plus courantes sont les Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL), les Sociétés par Actions Simplifiées (SAS), les Sociétés Anonymes (SA) parmi d'autres.

a) SARL: La SARL, régie par les articles L223-1 à L223-43 du Code de commerce, convient aux petites et moyennes entreprises (PME). Elle se caractérise par une responsabilité limitée aux apports de chaque associé et nécessite au moins deux associés (ou un seul pour la EURL).

b) SAS: Conformément aux articles L227-1 à L227-20 du Code de commerce, la SAS offre une grande liberté statutaire. Elle permet une plus grande flexibilité dans la gestion de l'entreprise et la répartition des pouvoirs.

c) SA: La SA est une structure adaptée aux grandes entreprises. Selon les articles L225-1 à L225-270 du Code de commerce, elle nécessite un capital minimum de 37 000 euros et la présence de sept actionnaires au minimum.

- ### Critères de choix de la structure juridique

Le choix de la forme juridique dépend de plusieurs critères. Il est important de prendre en compte la taille de l'entreprise, l'activité envisagée, le montant de capital disponible, le nombre d'associés, le mode de gouvernance souhaité et les perspectives de développement.

- ### Avantages et inconvénients de chaque forme juridique

Chaque forme juridique présente des avantages et inconvénients spécifiques. Par exemple, la SARL offre une sécurité juridique importante, mais manque de flexibilité. La SAS est flexible, mais cela peut engendrer une complexité dans la gestion de l'entreprise. La SA offre une grande capacité d'expansion mais sa création est plus coûteuse et complexe.

II. Préparation des documents nécessaires à la constitution de la société:

- ### Liste des documents requis

La constitution d'une société exige la préparation méticuleuse de nombreux documents. En vertu de l'article R210-9 du Code de commerce, les documents indispensables sont les statuts de la société, l'acte de nomination du dirigeant, une déclaration de souscription et de versement, et un

justificatif de domicile pour le siège social.

L'acte de nomination du dirigeant définit l'identité de la personne chargée de la gestion et de l'administration de la société. Quant à la déclaration de souscription et de versement, elle témoigne de la constitution effective du capital social de l'entreprise. Enfin, un justificatif de domicile est nécessaire pour établir l'adresse du siège social de la société, qui détermine sa nationalité et sa compétence juridictionnelle.

- **Éléments à inclure dans les statuts de la société**

Les statuts, le document constitutif fondamental de toute entreprise, doivent intégrer plusieurs informations. Selon l'article L210-2 du Code de commerce, ils doivent préciser notamment la forme de la société, sa dénomination sociale, la durée de l'entreprise, l'adresse du siège social, l'objet social, le montant du capital social, la répartition des parts ou actions entre les associés, et la désignation des organes de gestion.

Chacun de ces éléments a une importance juridique spécifique et détermine le fonctionnement et les obligations de la société. Par exemple, l'objet social, qui doit être licite et défini précisément, conditionne l'activité que la société est autorisée à exercer.

- **Importance de consulter un professionnel du droit**

En raison de la complexité des règles de droit des sociétés et de l'importance capitale des documents requis pour la constitution d'une société, la consultation d'un professionnel du droit, tel qu'un avocat ou un notaire, est essentielle. Ce professionnel apportera son expertise pour conseiller, rédiger et valider les documents, afin d'assurer le respect des obligations légales et d'éviter tout litige futur.

- **Spécificités juridiques pour les sociétés unipersonnelles en France**

Les sociétés unipersonnelles, à savoir l'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL) et la Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU), présentent certaines spécificités juridiques en France. Par exemple, la rédaction des statuts de l'EURL doit respecter les dispositions des articles L223-1 à L223-43 du Code de commerce, tandis que ceux de la SASU sont régis par les articles L227-1 à L227-20 du même code.

Ces spécificités concernent notamment le régime de responsabilité limitée à l'apport pour l'EURL, la flexibilité des règles de gouvernance pour la SASU, et l'application d'un régime fiscal spécifique pour chaque forme de société. Une assistance juridique adaptée est donc nécessaire pour assurer le respect de ces règles particulières.

III. Dépôt du dossier d'immatriculation auprès des autorités compétentes:

- **Présentation des organismes concernés**

Le dépôt du dossier d'immatriculation se fait auprès de divers organismes tels que le greffe du tribunal de commerce, qui est compétent pour la tenue du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS), ou encore le Centre de Formalités des Entreprises (CFE), qui est le guichet unique pour les déclarations relatives à la vie de l'entreprise.

- **Formalités administratives et pièces justificatives**

Les formalités administratives consistent notamment à déposer un dossier d'immatriculation complet comprenant les statuts, l'acte de nomination du dirigeant, une déclaration de souscription et de versement, un justificatif de domicile et, le cas échéant, une déclaration d'activité pour les professions réglementées (article R123-5 du Code de commerce).

- **Délais et coûts associés à l'enregistrement**

L'immatriculation d'une société requiert un certain délai, généralement compris entre une à trois semaines après le dépôt du dossier. Les frais associés varient en fonction de la forme juridique de la société et des prestations choisies.

- **Protection du nom commercial et du logo**

La protection du nom commercial et du logo est essentielle pour éviter les contentieux. Le dépôt à l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle), en vertu de l'article L711-4 du Code de la propriété intellectuelle, permet de protéger ces éléments.

IV. Les étapes post-enregistrement:

- **Inscription au RCS et obtention du numéro SIREN**

Une fois le dossier validé, la société est inscrite au RCS et se voit attribuer un numéro SIREN. Cette inscription officialise la création de la société (article L123-1 du Code de commerce).

-

Ouverture d'un compte bancaire professionnel

L'ouverture d'un compte bancaire professionnel au nom de la société est une obligation légale pour les sociétés. Ce compte servira notamment à déposer les fonds constituant le capital social.

- **Obligations comptables et fiscales**

Les sociétés ont des obligations comptables et fiscales. Elles doivent notamment déclarer la TVA, produire un bilan annuel et remplir diverses obligations déclaratives (articles L123-12 à L123-22 du Code de commerce).

- **Assurances obligatoires**

Certaines assurances sont obligatoires pour les sociétés, notamment l'assurance responsabilité civile professionnelle pour certaines activités (article L124-1 du Code des assurances).

- **Ressources et accompagnement pour les entrepreneurs**

De nombreux organismes existent pour accompagner les entrepreneurs lors de la création d'une société, comme la Chambre de commerce et d'industrie, la Chambre des métiers et de l'artisanat, ou encore les incubateurs d'entreprises. Ces structures peuvent fournir conseils, formations et parfois un soutien financier.

V. Les aspects spécifiques à prendre en compte:

- **Protection des données personnelles**

Toute entreprise qui collecte, traite ou stocke des données personnelles doit se conformer au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Cela implique la mise en place de mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des données (articles 32 à 36 du RGPD).

- **Financements et subventions**

Obtenir des financements ou des subventions demande de respecter certaines conditions et procédures, dépendant de l'organisme financeur. L'article L. 351-2 du Code de commerce prévoit notamment la possibilité de bénéficier d'aides de l'État pour les startups et les petites entreprises.

- **Spécificités des entreprises en ligne**

Les entreprises en ligne, comme le e-commerce ou les startups technologiques, sont soumises à des règles spécifiques, notamment en matière de protection des consommateurs (articles L111-1 et suivants du Code de la consommation), de fiscalité (article 242 bis du Code Général des Impôts) ou encore de données personnelles.

- **Réglementations de recrutement et gestion des contrats de travail**

Les entreprises doivent respecter les règles du Code du travail pour le recrutement et la gestion des contrats de travail. Cela concerne entre autres les conditions d'embauche, le temps de travail, la rémunération, la santé et la sécurité au travail.

- **Modification des statuts ou cessation d'activité**

En cas de modification des statuts ou de cessation d'activité de la société, des formalités spécifiques sont à effectuer, comme une déclaration modificative ou une déclaration de cessation d'activité auprès du CFE, conformément aux articles R123-5 et R123-129 du Code de commerce.

Conclusion:

La création d'une société en France est un processus complexe qui exige de nombreuses formalités, notamment le choix de la forme juridique, la préparation des documents nécessaires, le dépôt du dossier d'immatriculation et l'inscription au RCS. En outre, il est essentiel de prendre en compte des aspects spécifiques tels que la protection des données, le financement, les spécificités des entreprises en ligne, la gestion des contrats de travail et les formalités en cas de modification ou de cessation d'activité.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner des conséquences graves, comme des sanctions financières, la nullité de la société ou des contentieux. Par conséquent, il est fortement recommandé de recourir à un conseil juridique spécialisé pour garantir le respect des règles légales et assurer le bon déroulement du processus de création de la société.

Le Bouard Avocats

<https://www.avocatspostulants.fr/>

<https://www.avocatsversailles.fr/>